

DENIS LAFAY

Directeur d'ouvrage

Pour une véritable communauté humaine

Préface d'**EDGAR MORIN**

er, Nicolas Baverez, Azouz Begag, Gilles Bœuf, Pascal Boniface,
Marie Cavada, Jean Clair, Bertrand Collomb, Jérôme Colrat,
François Dubet, Alain Etchegoyen, Olivier Faron, Olivier Ferrand,
Jérôme Hérin, Jean-Claude Guillebaud, Françoise Héritier, Martin Hirsch,
ky, Blandine Kriegel, Henri Loyrette, Karim Mahmoud-Vintam,
ert Misrahi, Olivier Mongin, Éric de Montgolfier, Edgar Morin,
vade, Monique et Michel Pinçon-Charlot, Jean-Robert Pitte,
eabra, Michel Serres, Pierre-André Taguieff, Emmanuel Todd,
, Michel Wieviorka, Dominique Wolton et Jean-François Zygel



l'aube

POUR UNE VÉRITABLE COMMUNAUTÉ HUMAINE

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2017
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-2232-6

Denis Lafay

Pour une véritable communauté humaine

Préface d'Edgar Morin

éditions de l'aube

Du même auteur :

Evaristo, RH Éditions, 1998

Communions d'esthètes, RH Éditions, 2001

Les tables des chefs, RH Éditions, 2001

Tout homme est une merveille, préface d'Axel Kahn, RH Éditions, 2007

Patrice Giorda, préface de Gérard Mordillat, RH Éditions, 2008

Hilary Dymond, préface de Lydia Harambourg, RH Éditions, 2009

La société, l'économie, la politique, l'entreprise autrement, préface d'Albert Jacquard, postface de Sam Braun, RH Éditions, 2009

La société, l'économie, la politique, l'entreprise en questions, avec Julie Druguet, préface d'Éric de Montgolfier, RH Éditions, 2010

Jacques Truphémus, préface d'Yves Bonnefoy, RH Éditions, 2011

Tout un programme, préface d'Alain Touraine, postface de Jean-Paul Delevoye, RH Éditions, 2011

Il est l'heure, préface de Bertrand Collomb, RH Éditions, 2012

Jacques Truphémus en famille, les trésors des XIX^e et XX^e siècles des Musées des beaux-arts de Grenoble et de Lyon, préface de Jean Clair, RH Éditions, 2013

Tous debout !, préface de Cédric Villani, RH Éditions, 2014

Une époque formidable, l'Aube, 2016

Révolution[s], RH Éditions, 2016

Préface. Bâtissons une « véritable » communauté humaine
Edgar Morin

Denis Lafay s'est interrogé, nous a interrogés, nous avons diversement répondu, mais je veux insister sur la nécessité première : interroger et s'interroger.

Interroger ce qui nous arrive : l'exercice est très difficile, parce qu'il faut du temps entre l'événement et la prise de conscience de sa signification. Or l'événement surgit soudainement, comme l'attaque du 11 septembre 2001 sur les tours de Manhattan ou les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et du 14 juillet 2016 à Nice. Il faut le temps de la réflexion et de l'investigation pour connaître les causes de tout événement, et à ce temps succède un autre, celui des supputations et des hypothèses pour en prévoir les effets. Surtout, ce ne sont pas seulement les faits surprenants qui nécessitent l'effort intellectuel pour les comprendre, c'est le présent que l'on croit bien connu alors qu'il comporte sa part d'inconnu. Qui pouvait savoir, en 1932, que la découverte de la structure de l'atome était un événement décisif ? Rarissimes furent alors les observateurs conscients des conséquences de cette découverte, dont l'anéantissement d'Hiroshima treize ans plus tard se révélera être la première démonstration. La formulation de la théorie de l'information par Shannon en 1948 fut, elle aussi, un événement décisif pour le développement de l'informatique ; elle passa pourtant totalement inaperçue. Le présent est travaillé par des sapes souterraines, ce que Hegel appelait la « vieille taupe », qui, creusant ses galeries, fait s'écrouler les surfaces. Ajoutons que les sciences sont infirmes pour saisir les réalités globales de notre présent : elles sont

compartimentées et séparées, alors que la globalisation mondialisante met en interrétroaction économie, sociologie, psychologie, démographie, religion, etc.

Les grandes conceptions de Marx, de Max Weber ou de Tocqueville – et même de Joseph de Maistre [1753-1821] – gardent des pertinences, mais des pertinences partielles et limitées. Il faut être conscient des limitations de notre conscience et de nos connaissances pour comprendre notre temps. Nous sommes contraints à la myopie et il faut nous entraider entre myopes. Comme les experts spécialistes ne peuvent nous éclairer qu'unilatéralement, et que toute vérité mutilée comporte erreur, c'est donc à nous : citoyens, intellectuels, enseignants, responsables ou irresponsables, de nous interroger. Chaque lecteur de Pour une véritable communauté humaine sera à même de dépasser les clivages, de confronter les oppositions, d'arriver à une vision complexe qui réunit des éléments venus d'auteurs très différents, parfois même antithétiques. Je suis sûr que la grande diversité des analyses, des points de vue, des convictions lui sera féconde, car on ne peut se faire une opinion qu'à partir d'une variété de sources d'informations et de connaissances.

Ami lecteur, lis-nous en ayant en tête la pensée de Pascal : « Le contraire d'une vérité n'est pas une erreur mais une vérité contraire », étant bien entendu qu'il s'agit de vérité d'idée et non de fait, car le contraire d'une information véridique est erreur, tromperie ou mensonge. Et bien entendu, ami lecteur, tu sais que notre présent n'est pas immobile ; il est emporté dans un flux historique accéléré, nommé mondialisation, dont les moteurs associés, mais non pilotés, sont le trident science-technique-économie. Tu pressens que ce flux est ambivalent, qu'il apporte à la fois richesse et pauvreté, bien-être et mal-vivre, dégradation de la biosphère et dépérissement des communautés et des solidarités, sans toutefois parvenir – encore ? – à créer une véritable communauté humaine entre nous tous, Terriens, menacés par les mêmes périls et anxieux d'un futur incertain. Les uns t'annoncent d'inévitables catastrophes, un nouvel Âge de fer. Les autres, notamment les prédicateurs d'une immortalité délirante, prophétisent, euphoriquement, une vieillesse juvénile indéfinie, une vie humaine libérée des servitudes grâce aux robots, un nouvel Âge

d'or. *Demande-toi alors si ce bel avenir est possible sans réforme intellectuelle et morale, demande-toi si on peut éviter les catastrophes sans réforme intellectuelle et morale, demande-toi si on peut bâtir une nouvelle humanité, dessiner une nouvelle civilisation sans réforme intellectuelle et morale. Interroge-toi, comme Denis Lafay s'est interrogé et nous a interrogés.*

Introduction. Militants, levez-vous !

Denis Lafay

Comment faut-il accueillir cet essai, le considérer, le découvrir, surtout l'employer ? En premier lieu comme une photographie, ou plutôt une radiographie de la France, de l'Europe et de l'Occident politiques, économiques, sociaux, mais aussi spirituels, entrepreneuriaux, culturels, scientifiques, artistiques et philosophiques. Un état des lieux méticuleux, produit par la mise en résonance et en confrontation des expertises, des convictions, des exhortations d'« esprits » qui, depuis une dizaine d'années, m'ont confié¹ leur *diagnostic de*, mais aussi leur *espérance pour ces France, ces Europe, ces Occident*. Ils sont sociologues, économistes, (paléo-) anthropologues ou philosophes, artistes, historiens, écrivains ou chercheurs : ce qu'ils connaissent, investiguent, revendiquent, proposent, couvre un spectre presque infini du savoir. Et de la foi. L'exégèse se mesure à l'insubordination, la croyance à l'empirisme, le rationnel à l'émotion, la sagesse à la subversion, l'intransigeance à l'indulgence, la résistance à l'utopie. Parfois au sein d'une même âme. Michel Wieviorka côtoie Jean Peyrelevade ; Dominique Wolton, Martin Hirsch ; Monique Pinçon-Charlot, Boris Cyrulnik ; Serge Guérin, Éric de Montgolfier ; Axel Kahn, Jean Clair ; Albert Jacquard, Alain Finkielkraut ; Pierre Rabhi, Jean-Marie Cavada ; Dominique Méda, Francis Mer ; Philippe Kourilsky, Cédric Villani ; Alain Etchegoyen, Jean-Claude Guillebaud ; Alain Touraine, Jean-Paul Delevoye ; Françoise Héritier, Jean-Christophe Rufin... Etc., etc. Le nombre de

1. Voir, p. 415 et 433, l'index et les dates des entretiens.

combinaisons possibles est vertigineux, il atteint même des niveaux infinis lorsque l'on pénètre dans le détail des entretiens et que l'on juxtapose telle démonstration de tel économiste sur telle croyance de tel philosophe, telle aspiration de tel artiste sur telle lutte de tel océanographe, tel cri d'alarme de tel scientifique sur tel jugement de tel historien... Car, bien sûr, les formidables trésors ici livrés résultent en premier lieu de la complexité, de l'envergure de chacune de ces consciences, qui a fait le choix de pousser au plus loin d'elle-même les limites du combat et des révélations intérieurs, et ainsi d'être en débat avec elle-même avant d'engager le débat avec tout autre. Même les opinions apparemment les plus radicales, les théorèmes apparemment les plus incontestables, les auscultations apparemment les plus funestes, offrent des brèches, au fond desquelles les lecteurs sont invités à s'aventurer pour extraire, *puis* malaxer, *puis* épanouir leurs propres convictions, et ainsi progresser vers un exercice encore plus soutenu de la *responsabilité* – condition indispensable à la réalisation de soi, à la transformation de soi en l'être *sujet* cher à Alain Touraine.

Responsabilité, oui. Mais à quelles fins ? Ou plutôt à quelle fin ? Dans sa préface, Edgar Morin la circonscrit : bâtir une *nouvelle humanité* et dessiner une *nouvelle civilisation*, toutes deux déterminées à modeler un *nouvel Âge*, qui ne soit ni celui de « fer » auquel le destinent les Cassandre ni celui d'« or » que conjecturent les nervis d'une science déifiée. Un nouvel Âge qui estime, comme Albert Jacquard, que *tout Homme est une merveille*, c'est-à-dire qui imagine et entreprend pour que *tout Homme* libère, partage – et soit reconnu dans – ce qu'il a de *merveilleux*, au service indistinctement de lui-même et de toute la population vivante (humaine, animale, végétale). C'est d'ailleurs dans la prise de conscience et l'acceptation de cette insécabilité de *soi* et de *chaque autre* que sont ensemencés l'espoir et la crédibilité d'une civilisation renouvelée, et de l'accomplissement de la *réforme intellectuelle et morale* qui la conditionne. En effet, celle-ci seule peut imposer à chaque conscience exposée à une problématique, à un arbitrage, à une décision, de les considérer dans leur entièreté et d'équilibrer ce qui

relève, d'une part, de la « pulsion, instinctive, égoïste, immédiate, matérialiste », avec ce qui relève, d'autre part, du « discernement, posé, altruiste, long-termiste, humain ». « Pour relever le débat, la voix de l'intériorité doit être perçue, elle est celle-là même qui suscite doucement mais fermement un autre chemin, né de la conviction que chaque être est lui-même chemin, conférant à la rencontre la plénitude du sens », énonce Bernard Devert, fondateur d'Habitat et Humanisme. L'examen du capitalisme, du libéralisme et du marché illustre cette nécessité, grâce à laquelle on peut abandonner le jugement binaire, l'anathème idéologique, l'aveuglement confortable – même fondés, comme en témoigne la marchandisation du corps et des sentiments –, et leur préférer une réalité bigarrée et nuancée, une réalité raisonnable et utile. Et donc une réalité *responsable*.

Ces éclaircissements constituent l'une des particularités, assumées et même revendiquées, de l'ouvrage : son militantisme. Un militantisme pour que les mécanismes – économiques, sociaux, managériaux, de gouvernance – se placent au service d'un être *affranchi*, c'est-à-dire désaliéné – sinon débarrassé, au moins en maîtrise des fardeaux consuméristes, mercantiles et égotistes, des tyrannies de l'ultratechnologie, de la performance, de la compétition et de la conquête, des tentations de l'emmurement, du cloisonnement et de la ségrégation. Un être *en chemin d'autonomie*, déterminé à juguler le délabrement éthique, à repenser en profondeur le verbe éduquer et le substantif *pouvoir*, à ériger, pierre par pierre, un édifice démocratique – domestique et européen – métamorphosé, à réhabiliter la nécessité de spiritualité et de collectivité, à irriguer le *progrès* d'un sens, d'une justification, d'une destination vertueuse, à prendre ses distances d'avec une dictature du chiffre qui vassalise tout (ou presque) et donc contamine dans ce sens l'ensemble des logiques, des ambitions, des perspectives. Un être *accompli*, restaurateur d'attributs vulnérabilisés – solidarité, fraternité, bienveillance –, promoteur du *plaisir de travailler*, artisan du *droit* au bonheur et du *devoir* de l'essaimer. Un être *sujet*, progressant généreusement et sans peur, convaincu qu'être ouvert *au*

monde, accueillant *aux mondes*, attentif à tous les mondes – y compris ceux qui succéderont à sa disparition – conditionne l'éclat des trésors qui vont composer *son propre monde*. Et un être *entrepreneur*, fier d'oser, de transgresser et de créer quels que soient les terrains – professionnel, associatif, familial, artistique, scolaire, etc. – investis. Ainsi, alors, chacun est invité à participer, de manière décisive, à ranimer et à recolorer le « vivre-ensemble » – un terme, depuis quelques années exagérément voire maladroitement usité et parfois même instrumentalisé, qui illustre pourtant l'aspiration, si belle, de cette *nouvelle civilisation* espérée par Edgar Morin.

À la rencontre des analyses ou des opinions ici égrainées – et qui quintessencent « l'identité » d'*Acteurs de l'économie* – *La Tribune* qui les a publiées –, la conscience de chaque lecteur passera par tous les sentiments. De la consolation à l'agacement, du courroux au plébiscite, du rejet au suffrage. Et c'est heureux, puisque des conflits *importés* peuvent germer d'autres conflits, cette fois *endogènes*. C'est d'ailleurs la naissance, la provocation de ces derniers que lorgne en premier lieu l'ouvrage. En effet, transformer *le monde* et pour cela en premier lieu *son monde*, féconder une *véritable communauté humaine* et ainsi façonner une *nouvelle civilisation*, exige au préalable une prise de conscience circonscrite, entière, *honnête* de ce que l'« on » est – dans son individualité et dans son rapport à tout autre –, et pour cela de se placer en disposition d'être remué et dérangé, en disposition de découvrir et d'accueillir l'inédit, le troublant, le dérangeant, en disposition d'*oser* se mettre intérieurement en danger, en disposition de *vouloir* penser, créer, décider, entreprendre *autrement*. En disposition de congédier certaines certitudes, d'accepter quelques conversions et ralliements, de s'égarer et de vagabonder, de tomber le masque. De rompre le silence pour sortir du silence. De se mettre à nu. *Porter la révolution au-dehors commande d'abord de la déclencher en dedans* ; c'est de susciter une telle insurrection et d'escorter une telle démarche qu'ambitionne, même modestement, cette somme d'expertises et de convictions, de protestations et d'espérances. De combats.

UNE SOCIÉTÉ ET UNE CIVILISATION MALADES

Même les observateurs ou les examinateurs les plus optimistes le concèdent : la société française et, au-delà, occidentale est souffrante. Même « très » souffrante, d'aucuns prophétisant son agonie, à l'aune d'un diagnostic égrenant une longue liste d'aliénations qui la dépouillent de son humanité et de ses espérances, l'envahissent de peurs, et la statufient. Fragmentations et ségrégations protéiformes, inégalités sociales, éducationnelles, de genre, ou générationnelles, diktats consuméristes, mercantiles, individualistes, cupides, hygiénistes ou bureaucratiques, culte exacerbé de la performance, de la compétition, du chiffre, du narcissisme, de l'exhibitionnisme, de l'artificialité... et bouleversement des « valeurs ». Même l'art contemporain ne résiste pas à ces phénomènes, qui ont pour racine commune une marchandisation incontrôlée qui infecte jusqu'à « l'efficacité démocratique ». Vivre ensemble, c'est-à-dire partager et construire collectivement un projet de société et de civilisation respectueux de chaque identité, devient, dans de telles conditions, un dessein de plus en plus contrarié.

Une société en souffrance

D'Alain Touraine à Michel Serres, d'Edgar Morin à Jean-Paul Delevoye, de Michel Wieviorka à Jean-Claude Guillebaud, de Cédric Villani à Boris Cyrulnik, d'Alain Finkielkraut aux époux Pinçon-Charlot, le diagnostic est implacable : la société occidentale – et, particulièrement, française – est archaïque. Fossilisée. Déshumanisée. Moribonde.

Au sein de la société française, nous assistons à un bouleversement des équilibres. Auparavant, le collectif faisait l'individu ; désormais, l'inverse prévaut. Les collectifs économique et social, de droite et de gauche, catholique et laïc, progressaient dans une relative cohérence ; ils évoluent maintenant de manière dispersée. La population acceptait les mutations difficiles parce qu'elle était soutenue par des espérances ; sous le joug d'une phénoménale accélération du temps qui nous maintient constamment dans la concentration, la pression, le travail, la consommation incontrôlée, bref dans le « faire immédiat », nous sommes délestés d'espaces et de moments de respiration, de recul, si essentiels à notre régulation et à notre (re)construction personnelles. Le diktat du court-termisme déprécie la qualité des rapports humains.

Ces manifestations sont consolidées par les bouleversements technologiques, qui nous dotent d'un outillage – téléphone portable, réseaux sociaux – à double détente : on se parle de plus en plus, mais on s'écoute de moins en moins, on multiplie les contacts, mais on n'en approfondit aucun. L'effet premier de ces coercitions temporelle et technologique est que le sens – des

relations que nous pensons nouer, du travail, etc. – déserte nos tâches, provoquant une fragilité qui affecte autant le collectif que l'individu. Ce qui forme le collectif n'assurant plus son espérance ou son bonheur personnels, l'individu développe à son endroit une relation utilitariste, méfiante, et critique ; il devient de moins en moins citoyen et de plus en plus consommateur de la République. Prospère alors une considération déliquescence des institutions et des missions de la République. Au premier rang desquelles trône l'un des piliers de la solidarité : l'impôt, de plus en plus contesté puisqu'il sert la cause et les enjeux d'un collectif à l'utilité et à l'efficacité duquel l'individu ne croit plus pour lui-même.

Être citoyen signifie « partager » les valeurs d'une société à laquelle on croit, et qui alors mérite que l'on se batte en sa faveur. Partager prend donc ici un double sens : être responsable et être solidaire. L'analyse comparée des élections présidentielles de 1995 et de 2002 est à cet égard explicite et marque une rupture : la première fut celle de la « fracture sociale », la seconde celle de la sécurité. En 1995, le socle programmatique du vainqueur mettait les citoyens en résonance avec un projet de société qui éveillait en eux responsabilité et solidarité ; sept ans plus tard, cette préoccupation du « vivre-ensemble » volait en éclats et laissait place au désaveu, même au rejet, du collectif et des devoirs personnels qui conditionnent son efficacité. La société de cohabitation, de coopération et d'empathie avec l'*autre* s'était effacée au profit d'une société de la méfiance, de la stigmatisation, du rejet de l'*autre*. L'*autre* est devenu gênant, rival, coûteux, et l'on espère dorénavant du collectif non pas qu'il aide à vivre avec l'Autre, mais qu'il protège de l'Autre.

D'autre part, la relation « consommatrice » du citoyen à l'égard du collectif s'est imposée. Le citoyen réclame maintenant de transférer au collectif des devoirs qu'il estime ne plus avoir à assumer, et concomitamment exige du collectif l'application de nouveaux droits personnels. Il espère du collectif qu'il agisse non plus en faveur de lui et de l'Autre, mais exclusivement de lui. Il attend du juge non pas qu'il soit juste, mais qu'il punisse celui qui lui a porté préjudice ; il attend du maire non pas qu'il dessine un projet

de développement à long terme de la commune, mais qu'il règle sur-le-champ son petit souci de voirie. Tout est devenu consommable et jetable : jusqu'au salarié, à l'emploi, et même au conjoint.

Cette déviance, qui s'est imposée sans qu'aucun avertissement ou pare-feu ne la signale, est extrêmement préoccupante. L'individu est emprisonné dans une logique utilitariste, s'expose à de graves dérives éthiques, est ligoté à de douloureux dilemmes qui engendrent frustrations et replis. Ce système juxtapose fragilités individuelles et collectives, et détruit l'adhésion aux valeurs du collectif. Anxiogène, il interroge la pertinence même des tableaux de bord de la société. Comment, par exemple, agir en faveur d'une mixité sociale, d'une égalité des chances, d'une fraternité, d'une laïcité quotidiennement malmenées et en lesquelles plus guère de personnes ne croit ? Faut-il revisiter les équations de la République, aujourd'hui synonymes d'obsolescence ? Comment peut-on désamorcer les crispations d'une population qui a pris pour bouc émissaire et cible le collectif ?

Nombre de Français sont frappés de « peur du déclassement ». Elle ne concerne pas ceux qui n'ont plus rien, mais au contraire ceux qui ont peur de perdre ce qu'ils ont acquis. La France dispose des meilleurs amortisseurs sociaux, et l'angoisse de cette classe moyenne, apeurée par le côtoiement dans son quotidien d'une pauvreté de plus en plus prégnante et par le sentiment que le bouclier protecteur n'est ni infailible ni immuable, est qu'ils l'abandonnent. Cette fragilisation a atteint les jeunes générations qui, télévision, internet, mais aussi situation professionnelle et affective des parents aidant, sont exposées très tôt dans leur adolescence, et même leur enfance, à la violence et à la cruauté du monde. Plus informées, mieux avisées, mais aussi davantage fragilisées, elles font elles-mêmes l'expérience de ne pas être protégées des douloureuses réalités. Leurs interrogations et leurs préoccupations ne sont plus d'ordre moral mais seulement « capacitaire ». Elles ont pour terreau une société qui cultive le mépris de soi et engendre le mépris et l'agressivité envers les autres. Société qui, depuis une quarantaine d'années, a édifié ses politiques publiques dans une logique morale de « déculpabilisation judéo-chrétienne » qui a eu

pour effet de soutenir l'être fragile dans son échec plutôt que de dynamiser son potentiel de riposte et de rebond. Dans le même ordre, on a « moralement » expliqué qu'il fallait apprendre, qu'il fallait travailler, qu'il fallait vivre avec l'*autre* ; cette obligation s'est faite au détriment de l'amour d'apprendre, de travailler, de vivre avec l'*autre*. Ce changement de logique constitue d'ailleurs l'un des plus importants défis pour la République.

JEAN-PAUL DELEVOYE

Une société rongée par le consumérisme...

Au-delà d'apports positifs, la civilisation occidentale a généré des effets destructeurs aujourd'hui distincts de ceux du XIX^e siècle. À cette époque, les progrès techniques et industriels avaient pour revers de massifs mouvements de désertification des campagnes, la quasi-déportation des paysans dans les villes, l'émergence d'une classe prolétarienne soumise à l'exploitation effrénée de son travail. Aujourd'hui, la part d'ombre est non seulement misère matérielle, mais aussi misère psychique et morale dans la consommation, le bien-être, l'égoïsme, la destruction des solidarités traditionnelles. Destruction qui a pour autre germe la compartimentation de chacun dans un secteur clos. De plus, dans notre système d'éducation, on n'apprend qu'à séparer les connaissances, de manière fragmentée, sans pouvoir les relier, ce qui rend aveugle lorsque surgit une problématique fondamentale et globale.

EDGAR MORIN

D'autre part, on constate que le bien-être et le confort matériel n'apportent pas la félicité, Le bonheur, que la mythologie même de cette civilisation avait laissé espérer. Le consumérisme si typique des classes moyennes a fait la démonstration que sous la pression de la publicité et sous l'incitation des chagrins de l'existence, s'est développée une véritable intoxication consommacionniste. Car la consommation est devenue aussi une sorte de consolation, de pansement aux maux psychiques. Dès les années 1960, la jeunesse californienne, la plus riche du monde, avait ressenti cette misère de

la richesse, et recherchait à lier insertion dans une communauté et épanouissement personnel. Marx avait bien compris : on ne crée pas seulement un produit pour le consommateur, on crée aussi un consommateur pour le produit. Et on y est parvenu en parant de vertus imaginaires ou mythologiques des produits à la nécessité contestable ou purement utilitaires ; regardez les publicités pour les voitures qui mettent en exergue bien davantage virilité, pouvoir, séduction, que vertus mécaniques.

EDGAR MORIN

Une société moderne ne peut pas vivre sans économie. Le troc, qui fut la première manifestation de l'économie, témoigne que cette économie crée du lien social, qui permet de vivre ensemble. Le problème surgit lorsqu'elle devient le sens de la vie. Cela vaut d'ailleurs pour la consommation. Car alors, on prend la peau d'un drogué qui produit et consomme sans cesse et, en réalité, sans sens.

La société de consommation mène au bien-être, mais certainement pas au bonheur. On peut connaître le bonheur intense à partir de minuscules consommations, pleines de sens et d'affection. Partager avec des amis une belle bouteille de vin au coucher de soleil constitue un pur moment de bonheur à faible coût... Lorsqu'elle n'est organisée qu'autour de la consommation, la société de bien-être mène au malheur.

BORIS CYRULNIK

Parvenu à Compostelle, après ces longues semaines de marche, je n'avais qu'un désir : en partir. Ce « spectacle » consumériste refroidit. Et fait penser qu'on ne peut réduire le Chemin à Santiago de Compostela – Saint-Jacques-de-Compostelle – et, même, que la ville « n'appartient » pas au Chemin. Sur le Chemin marchent des pèlerins, à Compostelle convergent les touristes : voilà la différence. En cela, Compostelle n'est pas différente de Lourdes ou de Fátima. Et j'estime, spontanément, tout à fait insupportable qu'un lieu de pèlerinage soit devenu celui d'un tourisme de masse, qu'un sanctuaire spirituel soit désormais la scène de tous les débordements consuméristes, qu'une cité aussi

singulière soit promue point de passage « obligé » des *tour operators* qui, d'un coup d'avion, y déversent leurs clients au lendemain d'une étape à Florence et à la veille de rallier Londres...

JEAN-CHRISTOPHE RUFIN

Matériau, couleur, utilité : la plupart des objets de notre vie quotidienne ont le souci d'être agréables, esthétiques, pratiques, efficaces. Et qu'ils soient destinés à alimenter la machine marchande n'enlève rien à leurs qualités. L'appétence et la qualité créatives ne se sont aucunement effritées. Surtout que la capacité critique, elle, a progressé. La fréquentation des théâtres, des salles de cinéma, des musées, et, au-delà, l'intérêt pour l'art n'ont jamais été aussi élevés. Les gens bougent, sortent, sont curieux, découvrent, se cultivent. En cela, leur réalité diffère sensiblement du climat général d'extrême morosité dans lequel médias et élus enferment la population. La crise existe, certes. Elle est même d'ampleur. Mais si le système actuel vient à s'écrouler, d'autres s'y substitueront, assurant – en douceur ou dans le chaos – à l'humanité sa pérennité.

YVES COPPENS

Si nous pensons aujourd'hui à ce que nous achèterons demain dans une grande surface, il n'y a pas d'issue. Or nous n'avons plus le droit de consommer comme auparavant. Mais cette transformation du rapport à la consommation doit être compensée. La participation, l'écoute, l'engagement, la réduction des distances sociales – principalement par le biais de l'école et la considération des minorités ethniques – peuvent y concourir. Faire de l'éducation, de la santé, de la recherche, ou de l'innovation – là où, d'ailleurs, les emplois les plus nombreux et les plus qualitatifs sont à attendre – une priorité qui concentre investissements et moyens, c'est décider du recul de certaines dépenses, celles de l'abondance, celles d'une consommation immédiate et destructrice.

ALAIN TOURAINE

... et vassalisée à l'argent

L'auscultation des mécanismes de la richesse et du comportement des riches apprend considérablement sur la santé et les ressorts de la société. Les riches constituent un sujet d'observation passionnant et sont d'un intérêt sociologique immense. Ce dernier permet de lire la société dans un prisme très utile, car en filigrane sont interrogés moult sujets majeurs : le lien, le vivre-ensemble, le rôle de l'État, les mécanismes libéral et capitaliste, la mondialisation, etc.

Au-delà des manifestations ostentatoires – chasses à courre, habitations, etc. –, lorsqu'on plonge au cœur de l'oligarchie, là où s'exerce véritablement le pouvoir des riches, on constate que le support et la typologie de la richesse se sont transformés : la grande bourgeoisie de type industriel, paternaliste, enracinée dans son territoire, a laissé place à une richesse financière, spéculative, mondialisée. La première possédait des vertus certes perfectibles mais incontestables ; la seconde s'en est affranchie.

Un symbole est celui de la vallée de la Meuse, dans les Ardennes. Elle était dominée par l'industrie métallurgique, et dans ces communes plutôt de taille modeste, patrons et ouvriers cohabitaient harmonieusement. Les premiers, élevés dans le « jus », connaissaient particulièrement le métier et travaillaient au quotidien dans les bureaux ou même les ateliers, ce qui conditionnait leur légitimité aux yeux des seconds. Puis les crises se sont succédé, plusieurs patrons n'ont pu sauver leur entreprise faute de soutien des banques et ont été ruinés, d'autres se sont tournés vers des fonds d'investissement qui les ont dépouillés de leur trésorerie, ont spéculé sur les actifs immobiliers, ont asséché les investissements, et donc ont condamné l'avenir. Certains de ces fonds, notamment américains, se sont même enfuis.

Ce qui fait véritablement différence entre hier et aujourd'hui dans la relation entre riches et pauvres au sein du travail, c'est qu'il y a encore peu, il y avait justement des relations. Parfois tendues ou même conflictuelles, elles avaient le mérite d'exister, c'est-à-dire de permettre le maintien d'un lien humain grâce auquel

le travail, la communauté de travail, l'identité dans le travail, et l'avenir au travail avaient un sens. Dorénavant, les sphères de décision sont devenues si inaccessibles et donc si invisibles que les salariés, dépossédés de repères, s'en trouvent « déboussolés ». Et cette absence de visage aggrave l'inacceptation de décisions elles-mêmes souvent irrationnelles et incompréhensibles. La notion d'appartenance s'étiole, la motivation disparaît puisqu'on ne sait plus *pour qui* ni *pour quoi* on se lève chaque matin pour rejoindre l'atelier. Le sens même du travail s'évanouit. Les ouvriers ont été dessaisis de leur histoire, leur fierté de classe s'est évaporée, ils sont devenus des marchandises, des variables d'ajustement destinées à rationaliser « coût du travail » et « coût du capital ».

Au contraire de la pauvreté que l'on peut quantitativement circonscrire à partir du seuil *ad hoc*, la richesse est une notion complexe à définir, car elle englobe des réalités, des manifestations, même des volumes extrêmement disparates. Les dispersions à l'intérieur du cercle des riches sont considérables : dans le seul classement des grandes fortunes françaises, établi chaque année par *Challenges*, le facteur de multiplication aux deux extrémités du spectre est d'environ 350. Établir ce qu'est un « riche » réclame de travailler surtout le milieu dans lequel il évolue. Ce milieu, dit de la « grande bourgeoisie », constitue un groupe social exclusif, claque-muré, marqué par une systématique recherche de « l'entre-soi ».

Cette endogamie, cette consanguinité suscitent d'importants enseignements sociologiques. La géographie des domiciles principaux – typologie des quartiers – ou secondaires – lieux de résidence ou de vacances – constitue une grille de lecture pertinente, mais c'est l'analyse des annuaires et autres bottins qui illustre le mieux la recherche presque mécanique du regroupement. Le principe de la cooptation est automatique, et ainsi les membres d'une caste définissent eux-mêmes les frontières – matérielles, comportementales, ataviques, professionnelles, etc. – du groupe. La composition des rallyes est, à ce titre, symptomatique : les parents sélectionnent le type d'enfants ou d'adolescents qui, à leurs yeux, peuvent fréquenter les leurs lors de soirées par ailleurs terrains de rivalités et de surenchère. À notre connaissance, il

s'agit là du seul groupe social qui fixe les critères – identitaires, sociaux, pécuniaires, ethniques – à même de délimiter le périmètre d'acceptation d'un public, en l'occurrence très jeune. L'enfant du gardien d'immeuble, aussi brillant, séduisant, éduqué soit-il, en est *de facto* écarté.

La collusion des élites et des richesses constitue bel et bien une oligarchie. Dans la classe dominante, le conflit d'intérêts est omniprésent. Chaque fois qu'en qualité de sociologues nous avons été conviés à partager des moments conviviaux « entre riches », c'est cette occupation transversale, structurée, tentaculaire de tous les lieux de décision qui nous a le plus frappés.

À celles économique, culturelle et sociale, il est important d'ajouter une quatrième richesse, dite « symbolique ». Elle expose ou consolide l'apparence, par laquelle « on est » ou « on n'est pas » visiblement riche. Ainsi, l'immense majorité des riches sont minces et élégants, sont coiffés d'une certaine manière, arborent des signes reconnaissables – cigares, certaines marques de voiture – et emploient des codes qui font leur identité commune et démontrent ostensiblement le bien-fondé de leur patronyme familial. Lors des dîners ou des manifestations auxquels nous étions invités, toujours nous étions présentés selon notre capital intellectuel – en l'occurrence directeurs de recherche au CNRS. Des autres, tous instantanément reconnaissables contrairement à nous, il était seulement fait mention du nom : c'était suffisant pour les qualifier dans la caste.

Chaque société fondée sur la propriété privée des moyens de production a généré d'excessives inégalités. Et la classe des élites est coalisée autour d'un unique objectif : défendre les intérêts de chaque membre de ladite classe, qui trouve auprès de ses coreligionnaires le support pour y parvenir. Et ces membres se tiennent « par la barbichette », car ils savent que toute remise en question par l'un d'eux pourrait mettre en péril l'ensemble de l'édifice. Peut-on demander à celui qui tire profit d'un système de mettre en place les mécanismes de sa propre correction ? Non. Et c'est pour cette raison que nous sommes anticapitalistes. L'histoire, surtout contemporaine, consolide chaque jour un peu plus cette

voie. Pourrait-il en être autrement à l'observation quotidienne des situations qui exploitent les plus faibles, anéantissent l'humanité et la planète ? *Supprimer* le RSA, *supprimer* les seuils sociaux et de pauvreté, *supprimer* les allocations-chômage, *supprimer* le SMIC, *supprimer* le repos dominical, *supprimer* le droit de grève... : tout, dans la bouche des dominants, est suppression de ce qui assure encore aux plus faibles un minimum de dignité. Tout, finalement, est destruction des plus vulnérables.

Les plus riches se sont approprié non seulement tous les pouvoirs mais aussi toutes les ressources. Le degré de prédation a atteint un niveau inédit, et jamais auparavant il n'avait généré dans son sillage une telle violence et une telle rapacité.

MONIQUE ET MICHEL PINÇON-CHARLOT

Une société de la performance et de la compétition incontrôlée

Dans notre société de la compétition, de l'excellence, du dépassement de soi, et de l'utilitarisme, celui qui ne répond pas aux critères de performance est rejeté. « À quoi sert-il ? » s'interroge-t-on. Et dès lors, « à quoi sers-je ? » se demande-t-il. Ce grave questionnement n'aurait pas lieu d'être si la place de chaque homme au sein de la société était sanctuarisée et si l'on cessait de hiérarchiser lesdites places. Or il n'a jamais été aussi prégnant, et les modèles économiques concourent à son exacerbation. Pour preuves, la disparition progressive de métiers qui assuraient à des publics peu instruits d'occuper cette fameuse « place », ou le niveau de qualification démesuré exigé pour en exercer d'autres. Bientôt, il n'y aura presque plus de caissiers ou de péagistes, et les rares encore en fonction devront brandir une licence universitaire pour être recrutés ! Ce mouvement dit *de progrès* destiné à porter toujours plus haut la rentabilité et l'excellence est synonyme de marginalisation programmée de pans entiers de la société. Il faut cesser de nier la réalité, au moins mettre en œuvre de quoi accueillir et accompagner ces « exclus de la performance », et travailler en profondeur pour faire admettre que la « valeur » d'un trader millionnaire n'est

pas supérieure à celle d'un modeste ouvrier, car ce dernier d'une part est « debout » grâce à son emploi, d'autre part fait peut-être preuve d'un altruisme précieux dans son entourage.

Nous perdons notre capacité à « aller vers » parce que celle d'être « en lien avec nous-même » semble se déliter. Le modèle économique et consumériste dissout l'homogénéité et la cohérence de la société, car il crée des inégalités abyssales. Il fracture donc la mise en lien. Comment, dans une société qui place sur un piédestal les trajectoires financières et matérielles les plus inaccessibles et y conditionne le vocable « réussite », le modeste citoyen peut-il ne pas se sentir médiocre, rejeté, même « raté » et humilié ? Or la vraie vie, la vraie réussite se mesurent à d'autres critères : la générosité, l'altruisme, le sens de l'autre, et des actes de solidarité grâce auxquels on se bonifie et on cultive l'estime de soi. Encore faut-il pour cela briser les compartimentations des très riches entre très riches, des classes moyennes entre classes moyennes, des pauvres entre pauvres.

JÉRÔME COLRAT

La société a toujours fonctionné sur des logiques de segmentation. Une société, c'est du collectif, des valeurs partagées par tous et, en principe, de la solidarité, qui rendent ses membres interdépendants. Mais dans le même temps, cette interdépendance est menacée : chômage, précarisation... Une leçon de l'histoire, c'est qu'une société se défend en désignant des cibles. Exemple ? Dans la société préindustrielle, la rigidité et la corporisation de l'organisation du travail excluaient un grand nombre d'individus. À ces « vagabonds » fut réservé un traitement impitoyable : on fixa sur eux, et selon des moyens d'extrême répression, l'ensemble des peurs portées par la société. Certains furent même pendus ou confinés aux galères. Leur seul crime : ne pas trouver de travail dans une société incapable de leur en donner.

Cette logique d'éradication a-t-elle disparu ? Notre société n'est pas portée sur les méthodes les plus brutales pour parvenir à cette fin. En revanche, elle emploie celle, plus douce mais tout aussi efficace, de culpabilisation. Exemple ? Le Rmiste est sans

travail ; il est « donc » responsable de sa situation, il est un parasite pour la société et « profite » de l'argent généré par ceux qui, eux, ont le courage de travailler. C'est au nom de cette répression morale que le Rmiste est acculé à travailler à n'importe quel prix, et notamment à accepter le RMA, qui va le rendre aussitôt plus présentable aux yeux de la société. De « mauvais bénéficiaire » du RMI, il devient un travailleur pauvre.

ROBERT CASTEL

La conception dominante de la performance est en valeur absolue, comme cela prévaut dans le domaine sportif. Or c'est en fonction de la seule capacité de l'individu qu'elle devrait être mesurée. Tout le monde n'est pas apte à abattre un 100 mètres en 10 secondes. Pourra être reconnu dans sa performance celui qui aura exploité au mieux ses facultés, sa motivation, son labeur, son potentiel, son plaisir. Pour lui, 20 secondes seront alors synonymes de grande victoire.

Si l'on veut minorer la qualité utilitariste de l'individu et le placer devant ses réussites et non plus ses échecs, si l'on veut combattre le pessimisme délétère, si l'on veut dessiner une société d'inclusion et non plus d'exclusion, il faut raisonner performance « heureuse » et non plus « imposée » ou « sanctionnée » selon un diktat chiffré. Pourquoi considère-t-on l'individu actif uniquement dans le secteur marchand ? N'est-on pas actif lorsqu'on œuvre bénévolement au lien social, au développement local, à l'appui scolaire, au soutien des plus vulnérables, à révéler les potentialités, à créer de la solidarité ? L'« inactif marchand » peut être un fabuleux acteur social. Que seraient les soins palliatifs, les communes ou encore les associations sans la cohorte de bénévoles ?

Le dogme exclusivement quantitatif de la « création de richesses » qui a caractérisé les Trente Glorieuses a fait l'impasse sur le sens de ces richesses. Or l'accroissement des richesses n'est d'aucune valeur s'il ne produit pas l'épanouissement humain. Comme le martelait le général de Gaulle, le progrès économique n'a de consistance et de perspective que s'il génère du progrès social. Lequel englobe bien au-delà du logement ou des loisirs et intègre

le simple « bonheur de vivre ensemble ». L'enjeu est de bousculer la culture cartésienne, chiffrée, excluante, propre à la société extraordinairement normée, pour peu à peu faire reconnaître ce « bonheur » non quantifiable mais ô combien déterminant.

JEAN-PAUL DELEVOYE

En l'homme se sont de tout temps affrontées ses capacités d'aimer et de détester, ses facultés les plus altruistes et les plus féroces. Pour ce qu'il considère être une « bonne » cause, il peut être merveilleusement cruel. Lors de la Seconde Guerre mondiale, souvenons-nous de ces Allemands et de ces Français qui priaient le même Dieu mais dans des desseins aux antipodes. L'homme est un prédateur. Sénèque considérerait que « l'homme est sacré pour l'homme ». Mais Plaute écrivit que « l'homme est un loup pour l'homme ». Tous deux ont raison.

Reportons-nous plus loin en arrière. Le monde vivant est extrêmement généreux pour se reproduire, il défend sa propre cause individuelle et son espèce, c'est-à-dire ses petits, de manière surprenante. Chaque être vivant est en permanence en lutte pour la vie. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer un animal dans la nature : il est toujours en alerte, garde un œil sur l'horizon des prédateurs, cherche à anticiper le moindre danger. Il ne connaît pas la sérénité. L'homme ne déroge pas à cette règle. Au-delà des manifestations belliqueuses, il traque, se compare, jalouse sans cesse. Et il est en permanence en compétition. Laquelle, bien sûr, peut dégénérer vers l'indicible. Chaque communauté d'hommes s'est de tout temps octroyé une situation ou une réputation qu'elle mesurait à celles de voisins volontiers affublés des pires qualificatifs. Je me souviens de ce musée à portée naturaliste et ethnologique que j'avais érigé à N'Djamena il y a cinquante ans. Les visiteurs s'attardaient moins sur les objets des populations tchadiennes qu'ils ne moquaient ceux des peuples voisins qui étaient également exposés...

YVES COPPENS

Une société victimaire

Il y a peu encore, en France, les orphelins avaient « moins de valeur » que les autres enfants, et une femme violée était en partie jugée « responsable » de son sort. Jusqu'à être chassée par sa propre famille. Aujourd'hui, nous assistons au renversement de cette logique. Jusqu'à verser dans l'excès contraire, qui tend à ériger les victimes en héros. Il apparaît que dès l'instant où l'on est victime, où l'on a côtoyé la mort, on est sacralisé. C'est le fruit d'un mécanisme de socialisation archaïque, commun aussi bien aux rituels d'intégration en Afrique ou en Asie aujourd'hui qu'aux ordalies médiévales ; à l'époque, les victimes, honteuses de leur situation et considérées comme des sous-personnes, étaient exhortées à triompher de la mort, et, en cas de succès, devenaient des héros. En réalité, être victime, c'est seulement recevoir un grand coup. Et à cela, il n'y a ni honte ni fierté.

Sa propension à la victimisation caractérise donc bel et bien la société contemporaine. Particulièrement depuis la guerre du Viêt-nam, l'heure est à l'héroïsation des victimes. Lesquelles sont devenues légitimes à en faire carrière et à vitupérer ceux qui leur octroient une pension toujours insuffisante. Dans le conflit israélo-palestinien, c'est la surenchère à la victimisation, notamment pour légitimer dans chaque camp l'escalade de la violence et des revendications. Ce phénomène atteint l'intimité des familles ; l'épanouissement et la réussite d'un membre sont vécus comme une humiliation par les autres, rivés à leur situation de victime, qui vont jusqu'à le rejeter. Dans les écoles situées dans les quartiers difficiles, cet ostracisme peut frapper quelque élève brillant jusqu'au matraquage physique et à la mise au ban.

Ce climat de victimisation, auquel échappent les adeptes du « conte de fées » – ceux qui idéalisent la réussite et y circonscrivent un « rêve » qu'ils vont parfois accomplir –, produit de graves phénomènes collatéraux. Par exemple en matière d'immigration. L'incorporation réussie de certaines communautés, qui peut accoucher de réussites scolaires et sociales plus élevées que celles de la population d'origine – ce type d'étude, interdit en France,

a produit d'incontestables résultats au Canada –, est instrumentalisée par des partis extrémistes qui y fondent l'émergence des « pauvres blancs ». En clair : la réussite des immigrés paupériserait les autochtones.

C'est flagrant en Grande-Bretagne, où l'intégration remarquable, et jusque dans les universités les plus huppées, d'Indiens parfois très pauvres, fournit matière à une radicalisation politique et idéologique.

En ce même nom, la grande tolérance qui singularisait les Pays-Bas s'est également mise à vaciller. Partout prospère désormais ce déni de la réussite des immigrés et de leur contribution à enrichir – y compris culturellement – le pays d'accueil. C'est sur le terreau de ce type de racisme que le massacre des Arméniens et des Juifs fut perpétré.

BORIS CYRULNIK

Une société hygiéniste

Lorsqu'on est fumeur, on doit assumer le risque, mortel, que fait courir la consommation de tabac. Le problème est qu'il existe bien d'autres façons de mourir, et qu'en stigmatiser l'une plus que les autres est délicat. Le droit à la santé est une grande conquête sociale, qui conditionne l'accès à la citoyenneté. Remettre en question l'égalité de l'accès aux soins constituerait une grave régression de la société, laquelle n'est pas missionnée pour établir une espèce de « police personnelle »... De plus, on voit bien qu'effectivement ce qui serait applicable au tabac aujourd'hui risquerait de le devenir pour bien d'autres sujets demain... Or à quoi assiste-t-on ? En Grande-Bretagne, des patients sont tenus pour responsables de leur maladie et n'ont pour cette raison pas accès à certaines prises en charge publiques. Ils n'ont pas d'autre choix que de recourir à des assurances privées. « Assurez-vous vous-même ou crevez sans soins. »

ROBERT CASTEL

Une société compartimentée...

Les gens ne se parlent plus. Au premier rang des causes, multiples, je place volontiers la ségrégation urbaine, qui a creusé le fossé des injustices et des inégalités, fracturé durablement la société en la rendant inhospitalière aux plus vulnérables. Aujourd'hui, on se détourne les uns des autres, en espérant ainsi mieux se retourner sur soi ; en réalité on se replie, on se recroqueville, on se claquemure. Or dans ce domaine, comme dans bien d'autres, la justice n'a ni la vocation ni les moyens de « réparer ». Il lui reste, le plus souvent, à faire le constat amer des dégâts accumulés par d'autres, à se retourner chaque jour pour constater que le sillon ouvert la veille est déjà près de se refermer.

ÉRIC DE MONTGOLFIER

On défend sa « peau », son idée, puis sa communauté et son espèce. Ces formes de défense résultent de la mise en valeur de soi par rapport à l'autre : celui-ci ne faisant pas tout à fait ce que l'on fait soi-même, on préfère évidemment son propre ouvrage. « Les braves gens n'aiment pas que / L'on suive une autre route qu'eux », chantait fort justement Brassens. Le voisin, c'est toujours le barbare, l'étranger, et l'étranger, c'est l'autre.

YVES COPPENS

... et ségrégationniste

À ne pas mener de front les enjeux d'éducation, de santé, de justice, qui nécessitent une politique ajustée aux circonstances et aux particularismes sociaux (insécurité, illettrisme, insupportables délais de jugement pour les délits commis par les mineurs hypothéquant toute contribution pédagogique, etc.), la République – qui a commis une faute : chez chaque immigré, on a considéré ses « bras », pas son cerveau, pas sa famille et ses besoins – nous conduit tout droit vers cette ghettoïsation et ce

communautarisme américains que nous avons tant critiqués. Un jour, nous verrons ériger des barbelés dans les banlieues, comme dans le Bronx il y a vingt ans.

JEAN-MARIE CAVADA

... une société sclérosée par les normes...

Les normes constituent un enjeu de pouvoir. « Entre l'être vivant et son milieu, le rapport s'établit comme un débat », affirmait Canguilhem. Elles embastillent dans des interprétations, des idées préconçues, qui empêchent la libéralisation des représentations que nous avons de tel senior, de tel adolescent des banlieues, de telle femme. S'en affranchir permettrait de regarder chaque individu autrement, non plus dans une « case », mais dans ce qu'il est réellement, y compris dans ses fragilités. On ouvrirait alors un champ extraordinaire des possibles.

L'objectif est de redonner le pouvoir à la société et de faire prendre conscience que la fragilité est consubstantielle à l'être humain. Le collectif doit être capable d'imposer son propre regard en fonction d'une prise de conscience des conditions réelles d'existence. À ce titre, qu'il y ait de plus en plus de personnes âgées doit contribuer à faire bouger les lignes.

SERGE GUÉRIN

Depuis les Trente Glorieuses, tout a convergé vers la création d'une société normalisée. Vous êtes dans la norme ? Tant mieux. Vous en êtes écarté ? L'État assure les compensations. Ce schéma est flagrant dans les domaines de l'emploi. Il a aussi prévalu lorsque la survalorisation des diplômes a surgi, excluant ceux – notamment les impertinents, les originaux, les créatifs – qui étaient écartés des canons. Or il ne peut plus répondre à la réalité et aux enjeux de la société. Préférant le confort des réponses à l'inconfort des questions, le cénacle politique porte d'ailleurs lui-même une lourde responsabilité. Tout comme les grandes entreprises, assujetties à des modèles organisationnels, à des obligations de *reporting*, à une lourdeur

fonctionnelle qui tuent la créativité. D'ailleurs, que l'essentiel des découvertes et des progrès technologiques majeurs provienne de petites entreprises n'est pas un hasard. Il faut en finir avec cette dictature de la norme et libérer ce que je nomme « l'impertinence maîtrisée ».

JEAN-PAUL DELEVOYE

... étouffée par la bureaucratie...

Une dictature frappe spécifiquement la France : la bureaucratie. Qu'est-ce que la bureaucratie ? C'est inoculer de la technostucture dans les interstices d'un édifice que l'on a préalablement dépouillé de sens. En clair, on établit une règle, puis deux, puis trois, et ainsi de suite, afin de combler ce vide de sens, et on atteint un enchevêtrement de règles, souvent contradictoires, qui forment un obstacle infranchissable, un puissant frein à la volonté de « faire ». En mathématique comme en gouvernance, on n'accomplit pas d'objectif si concomitamment on ne l'a pas escorté d'un sens. Or la construction européenne est rongée par la démocratie justement parce qu'elle est dépourvue de sens. On inonde de « monnaie unique », de « règles budgétaires », de « discipline financière », d'« harmonisation des outils »... mais on a oublié le sens même de l'Europe : être bien ensemble et agir ensemble. Or la jeune génération, tout à la fois est plus idéaliste que celle actuellement aux manettes du pouvoir et démobilisée devant tous ces sujets aujourd'hui vides de sens.

C'est pourquoi, au sein de l'Institut Poincaré que je dirige – mais c'est valable pour tout établissement comparable –, il est essentiel de trouver le bon équilibre, afin que porteurs de sens et garants de la technostucture et des règles cohabitent dans un même dessein. Pour avancer, il faut être toujours en mouvement, renoncer aux arrêts. À chaque instant, on oscille entre déséquilibre et rééquilibre, et c'est le maintien de cette posture qui assure le bon fonctionnement d'ensemble. Le rééquilibre est assuré par l'administrateur, qui veille à ce que l'ossature administrative, organisationnelle, juridique demeure solide et favorise

alors le foisonnement d'un déséquilibre dont l'inspirateur est le directeur. Alors peut progresser un « bon déséquilibre progressif et maîtrisé ».

Ce que l'on apprend en recherche est utile au management. En mathématique, lorsqu'on bute sur une phase, on peut en approcher une autre, laquelle, une fois résolue, permet d'éclaircir la première. Cette capacité de prendre de la hauteur et de visionner une problématique dans sa globalité pour en hiérarchiser et en travailler ensuite chaque facette sert au-delà des tâches managériales : quand on doit serpenter dans les méandres épuisants de cette bureaucratie administrative...

Enfin, et y compris pour lutter contre cette dernière, décloisonner les mondes privé et public de l'entreprise et de la recherche est capital. Ils ont tellement à apprendre les uns des autres et à se donner mutuellement... La culture du résultat et de l'opérationnalité propre aux acteurs du privé est peu naturelle dans le public, où l'on est insuffisamment habitué à raisonner « objectifs », « cap », « plan ». À l'inverse, le privé a à apprendre de l'altruisme et des idéaux consubstantiels aux missions dont nombre de fonctionnaires s'acquittent avec dévouement.

CÉDRIC VILLANI

Les travaux de Michel Crozier l'avaient démontré il y a une quarantaine d'années, et ils sont demeurés d'une incroyable fraîcheur : le poids des logiques bureaucratiques, la difficulté des face-à-face, l'incapacité à initier des changements collectifs, l'emploi inopérant ou contre-productif des décrets rendent la possibilité de réformer la France extrêmement difficile. Il est d'ailleurs étonnant de constater que dix années de néolibéralisme déployées sous les règnes de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy n'ont nullement produit une réduction de la bureaucratie. Car diminution du nombre de fonctionnaires ne signifie pas retrait des procédures bureaucratiques.

MICHEL WIEVIORKA

... asservie à l'uniformité...

La société est traversée par plusieurs phénomènes, qui affectent particulièrement le traitement de la criminalité. Citons notamment la monochromie – pensée unique et conformisme, qui ont contaminé la société de l'information et constituent une médiasphère qui empêche toute lucidité, toute audace, toute riposte dans l'examen des criminalités – ou la dictature du « flux tendu » – qui fragilise les forces vives (industrie, commerce, finance, politique, communication...) et formate, aveugle la société de telle sorte qu'elle réagit comme un « banc de poissons ». Nous devons réveiller la « phénoménologie », cette discipline qui réplique à la « sphère du convenu », aux « idées reçues », aux réflexes d'abrutissement, mais aussi qui bouscule l'uniformité, l'atonie, la docilité dont la société est malade.

Après chaque crise spéculative, « on » – les grandes institutions financières, bancaires, d'assurance – décide d'établir des règles qui, « promis, juré », endigueront l'irruption de toute nouvelle bulle. Ces règles sont déployées et, bien sûr, ne sont d'aucun effet. Pourquoi ? Parce qu'elles ont vocation à être appliquées universellement, de manière monolithique, uniforme, sans distinction. Or ce qui doit prévaloir, c'est le sur-mesure et non le prêt-à-porter, c'est l'analyse de chaque problème et non la compilation de tous les problèmes. On échoue systématiquement à espérer se rassurer en inventant un système qui prévoit tout. À l'image de la gestion de crise en entreprise : là, on se réfugie derrière un plan généraliste, présenté comme universel, mais que l'on n'a pas lu, auquel on n'a pas participé, auquel on ne croit donc pas. Et qui ne comporte en général pas la réponse à la crise que l'on doit affronter. L'échec est alors assuré.

En réalité, personne ne croit véritablement que la crise, quelle qu'elle soit, va surgir ou l'affecter, irriguant là un dispositif général du déni qui légitime des réactions uniformes et donc inopérantes. Cela vaut pour les crises industrielles, commerciales, financières, et aussi pour la crise criminelle. Et c'est particulièrement prégnant dans les pays latins comme la France, au contraire des

Anglo-Saxons qui reconnaissent la spécificité de chaque analyse mais décident de ne pas allouer les moyens financiers nécessaires à la parade, car ce serait trop cher.

ALAIN BAUER

... et enchaînée au diktat du chiffre

Ce *qui se compte* est devenu plus important que *ce qui compte*. Chaque domaine examiné dans notre quotidien le démontre : la société a sacrifié à ce que les philosophes de l'École de Francfort dénommaient la « raison calculatrice ». L'actualité est confinée à l'énonciation continue de chiffres : nombre de morts, cours de Bourse, performances financières... Le « quantifiable » est devenu hégémonique, la référence au chiffre est même obsessionnelle depuis que le fonctionnement de la planète est bouleversé par « les » révolutions économique, technologique, numérique, génétique ou géopolitique. Pour exemple, l'appel à « résister à la financiarisation de l'économie » en revitalisant « l'économie réelle » signifie que les règles de l'économie se sont assujetties au dogme comptable au détriment de la réalité. La conjonction de cette dictature du chiffre et des nouvelles technologies fracture par ailleurs la temporalité dans laquelle l'économie traditionnelle s'était jusqu'alors déployée : quelques secondes sont nécessaires pour spéculer entre Hong Kong et Londres. Le plus étonnant est que l'emploi systématique et exclusif des statistiques pour désigner le réel est dénoncé... par les statisticiens eux-mêmes ! Ils admettent que le recours aux figures mathématiques et autres algorithmes ne peut être appliqué qu'à la partie quantifiable du réel. Lequel se vide progressivement de tout ce qui échappe à la mesure : poésie, sagesse, peur, spiritualité... Un tel diktat alimente nombre de phobies contemporaines. Et même, parce qu'il induit opacité, illisibilité, et donc incompréhension et manipulation, peut provoquer le pire en économie lorsqu'il est irrigué, au surplus, par la cupidité ou l'amoralité : la crise des *subprimes* en a été la preuve.

Alors, dans un tel cadre utilitariste et quantifiable, est-il possible de réveiller la reconnaissance des valeurs humaines, par définition non chiffrables – loyauté, générosité, empathie, gentillesse, fidélité... ? « On » y travaille. Quelques discours ou travaux y concourent. Par exemple ceux qui s'attachent à restaurer la valeur de la gratuité. Laquelle, dans l'entreprise, nourrit l'*affectio societatis*, détermine la qualité du bien-être, les degrés d'adhésion, de fidélité ou d'implication. Or ce surplus d'engagement est constitutif de la dynamique et de la performance de l'entreprise, prouvant qu'un facteur *a priori* moral peut entraîner une efficacité économique réelle. Autre exemple : pendant longtemps il fut estimé que la richesse des sous-sols ou l'accès à la mer constituaient les atouts prépondérants de la compétitivité des pays, dont les économies et les entreprises sont dorénavant embarquées dans une rivalité planétaire. Mais les travaux de l'OFCE et les nombreux exemples – Autriche, Suisse... – l'attestent : sur le long terme, l'atout principal d'une économie nationale est la cohésion sociale. Or la cohésion sociale, qui prend pour socle le sentiment de justice, n'est pas quantifiable. Preuve, une nouvelle fois, qu'une valeur morale révèle *in fine* son efficacité.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

S'il fallait mesurer la « considération » des gouvernants, des électeurs, et donc de la société pour la justice à la part, celle du pauvre, que la nation réserve à son budget... Cette interrogation, depuis bien longtemps j'évite de me la poser. Il me semble parfois qu'il nous faut « payer » le profond désaccord qui oppose l'institution judiciaire au cénacle politique. Désaccord qui porte sur l'instrumentalisation que ce dernier a, de tout temps, espérée, tentée, parfois réussie. Or la justice est au service de l'idéal dont elle porte le nom, certainement pas « du » politique. Seule la loi doit nous servir de guide.

On nous assigne parfois de faire respecter des équilibres « politiques » qui ne se retrouvent pas dans la loi. Mais se servir de celle-ci pour satisfaire l'opinion publique ou une volonté politique, c'est contraindre la justice à un contresens, à l'écart de sa

fonction. La justice exerce une fonction particulière au sein de l'État ; cette place s'exprime jusque dans le statut des magistrats, qui ne sont pas des fonctionnaires mais des agents de l'État, plus encore des agents « dans » l'État. L'origine du malaise se niche dans cette étrange confusion, si peu démocratique, entre l'idéal que doit servir une institution et l'usage auquel on voudrait qu'elle serve, bien éloigné de son rôle théorique.

L'argument économique et le coût de la justice pour la collectivité pourraient ne pas tenir très longtemps. Un jour, j'ai informé un plaignant que je jugeais ne pas devoir prolonger la procédure, car le coût des investigations complémentaires qui pouvaient peut-être permettre d'obtenir un résultat était substantiellement supérieur au montant du préjudice engendré par l'escroquerie dont il était victime, de moins de 150 euros. En d'autres termes, « je classe votre plainte, car l'État ne me donne pas les moyens de la mener à son terme ». Cet argument est-il audible lorsque l'on est en quête de vérité et de justice ? Une justice capable d'apporter à chaque problème « la » solution relève du mythe. Il est d'autant plus urgent de s'en écarter que jamais les textes législatifs n'ont été assortis d'autant de dispositions pénales. Comme si la répression constituait « la » parade, « le » rempart à tout, comme si la force avait toujours plus de poids que l'intelligence. Une telle conception trahit une vision d'échec de la nature humaine qui rendrait intenable toute forme de vie en société.

À vouloir produire un maximum de réponses pour satisfaire une opinion publique désorientée, on prend le risque de réduire la justice à une dimension statistique. L'enjeu n'est plus alors, en multipliant les réponses, que d'établir des normes, en réalité des « moyennes » entre le meilleur et le pire élève de la classe, à partir desquelles on hiérarchise l'efficacité supposée des juridictions. Dès lors, on ne s'inquiète plus en priorité du contenu, mais du nombre des procédures instruites. Cet indicateur de rentabilité, auquel la police est elle-même assujettie – en fonction du nombre d'arrestations, de gardes à vue ou de détentions provisoires – n'a pas de sens au regard de l'impératif de qualité qui doit être celui de la justice. Car celle-ci, c'est d'abord, pour chaque cas étudié,

une approche individuelle, unique, singulière, incomparable, qui concerne des personnes, c'est-à-dire des femmes et des hommes. Or ce particularisme « humain » de notre exercice, les chiffres ne peuvent prétendre seuls le mesurer.

La justice, plus que beaucoup d'autres disciplines, devrait d'ailleurs être soustraite aux dogmes comptables, chiffrables, quantifiables, mais aussi à l'horloge politique et à la dictature sociétale de l'immédiateté, incompatibles avec le temps, long, de son œuvre. C'est ce qui devrait être dit à chacun de ceux qui exigent que l'institution se hâte : « Si vous-même étiez l'objet de la procédure, aimeriez-vous que nous nous dépêchions, au risque de bâcler ou, pire, de commettre une erreur ? » C'est là le seul argument à faire entendre à ceux, si nombreux, qui ne voient dans la justice que la satisfaction de leurs intérêts. Au moins peuvent-ils le comprendre, à défaut d'une référence à un idéal qui semble les dépasser... Certes, la justice ne doit pas être totalement exempte des règles comptables. Mais sa finalité, impalpable puisqu'elle porte sur la quête improbable, complexe, exigeante, de la vérité – qu'aucun magistrat ne peut avoir la prétention d'exprimer tout entière –, ne peut être assimilée aux simples produits d'une entreprise commerciale.

In fine, réformer la justice exige une révolution. La faire évoluer par petites touches est inefficace, comme un cautère sur une jambe de bois. C'est tout entière qu'il faut changer la justice, en modifier le recrutement et les procédures, la rendre compréhensible à l'ensemble des concitoyens, pour qu'ils puissent enfin se reconnaître en elle et se l'approprier comme le garant de toutes les libertés.

ÉRIC DE MONTGOLFIER

La « société de la performance » a-t-elle perverti le noble sens de la performance ? C'est possible. Dédiaboliser et réhabiliter la réussite est un enjeu majeur dans un pays qui lui est culturellement rétif. Restaurer la reconnaissance individuelle, victime d'un déni insupportable – notamment dans la fonction publique –, combattre le mépris, chronique, du succès qui aspire vers la médiocrité, valoriser l'action et la construction de soi sont des conditions clés de l'accomplissement. Ne plus avoir honte de réussir, et même

être en joie de réussir : voilà un élément significatif d'un projet de société. À condition, bien sûr, d'en définir les contours et le contenant, et de cerner ce qui compose son principal levier : la performance.

Or par quoi la société de la performance est-elle en premier lieu affaiblie ? Par son indexation aveugle, totalitaire, au chiffre, à l'argent, à la comparaison. Ainsi, la performance est-elle systématiquement étalonnée sur « l'autre » alors qu'elle devrait constituer en priorité le dépassement, le progrès, la réalisation de soi. Une telle servitude aux performances quantifiables, économiquement visibles et « profitables » enflamme la compétition, la rivalité, l'esprit de conquête, qui couronnent les « vainqueurs » et écartent les « perdants ». Axel Kahn le rappelle, si la société est par essence celle de la performance, c'est parce que cette notion est indissociable de l'idée d'économie libérale selon laquelle la compétition entre les performances des individus et des entreprises, suivie d'un mécanisme de sélection, forme le meilleur moyen de parvenir à la satisfaction de la population. Et cette société de la performance connaît « *incontestablement* » une dérive. Telle qu'Adam Smith, Bernard Mandeville et Montesquieu ont défini la pensée libérale, il va de soi que le terme de performance recouvre celui de qualité. Or, aujourd'hui, la performance devient ce que les autres seront incapables de faire. Le terme peut recouvrir des actions d'une parfaite inutilité, voire totalement nuisibles. Pour exemple, la spéculation sur le cours des monnaies devient une performance. Plus sûrement que les travaux de recherche des plus grands scientifiques. Une telle réalité n'offre pas de perspective sociétale et collective. Elle fracture davantage la société, puisque la sacralisation de la réussite individuelle amargit l'espace dédié à la défaillance, à la fragilité, à la marginalité – dans les interstices desquelles, on le sait, sommeillent souvent d'immenses trésors créateurs –, et gonfle les rangs des exclus de cette performance « profitable ».

L'enjeu est d'encadrer la performance par une grille de référence adaptée à chaque terrain d'expression de ladite performance, puis de lier ces grilles, et de donner un signe de reconnaissance

fort aux formes non marchandes de la performance afin qu'elles ne soient pas moins considérées que les autres. L'annihilation de toute hiérarchie des performances est en jeu.

Ainsi la performance de l'enseignant qui sort l'enfant de la médiocrité et l'éveille au goût de lire pourrait-elle être autrement reconnue que dans la seule conscience du professeur ou par les seuls parents. Les performances de l'infirmière, du bénévole, de l'artiste, du chercheur, qui contribuent à celles des « autres » et de la collectivité, ne seraient pas moins distinguées que celles des champions du marché. Le ressort principal d'une telle révolution est niché dans *l'exigence d'extraire de soi-même le meilleur de ce dont on est capable*. Dynamiser ce ressort et donner du sens à la performance : voilà un vrai et beau chantier. Pour que performer s'écrive toujours avec un *m*.

DENIS LAFAY

Dans la société, tout est devenu *ressources*. Y compris humaines. Et bien sûr culturelles. Aujourd'hui, on recourt aux vertus du *capital humain*. Lorsque à ce vocable « capital » sera associé l'adjectif « culturel », on pourra considérer que le point de non-retour aura été atteint.

JEAN CLAIR

Une société sans cap...

Est-on responsable de l'endroit où l'on naît, de l'éducation que l'on reçoit, du milieu social dans lequel on évolue ? Est-on responsable de l'histoire qui nous précède et qui, souvent, nous excède ? Je crois plutôt que chacun d'entre nous essaie de faire au mieux avec ce qu'il reçoit, en d'autres termes d'être heureux. Il n'y a responsabilité que s'il y a liberté, or je ne pense pas que nous naissions libres, je crois plutôt que nous pouvons aspirer à le devenir et que c'est le travail d'une vie. Je veux croire qu'avec l'expérience nous devenons de plus en plus conscients et de plus en plus responsables de nos choix et de nos actes, mais je pense que tant de paramètres qui ne dépendent pas de nous concourent

aux résultats de nos choix et de nos actes que ceux-ci nous échappent souvent. Par ailleurs, la société n'est pas un agrégat d'atomes indépendants les uns des autres ; elle est un tout fait d'interdépendances, d'interactions et de rétroactions complexes. Un tout irrigué de choix et de valeurs collectifs qui favorisent certains comportements et en dissuadent d'autres. Ces valeurs s'incarnent dans des modèles, et à ce propos, on ne peut pas dire que ces modèles soient aujourd'hui très nombreux ni très flamboyants pour la jeunesse. La responsabilité de ce qu'est chaque individu est donc aussi collective. Bref, essayons de nous juger un peu moins, et de nous comprendre et de nous aider un peu plus.

Mais pour cela, il faut une direction. Or la France n'a plus de direction. Ou plus précisément, cette dernière est vide de sens. Au contraire, et quoi qu'on en pense, des sociétés comme la Chine ou le Brésil ont un cap, lisible et compréhensible du plus grand nombre. On assiste à la correction d'une anomalie historique : des pays autrefois flamboyants et aujourd'hui émergents (Chine, Inde) disputent désormais l'omnipotence occidentale et reviennent dans le concert mondial. Ils ont en commun de dessiner un horizon collectif à long terme, structuré, clair ; on peut bien sûr en contester la visée, mais pas l'existence. Cet horizon commun distingue également les États-Unis de l'Europe : le « rêve américain » fait sens pour tout immigrant, et même pour tout autochtone, quelle que soit sa situation sociale ou ethnique.

La France n'a plus de direction, car elle est fracturée : d'un côté, des pans entiers de la société ont décroché du jeu économique, social, sociétal, politique ; de l'autre, ce que l'on appelle communément « les élites » ne parvient plus à insuffler une vision désirable, cohérente et réaliste de l'avenir. Cette situation, qui affecte la plupart des pays européens, n'est pas étrangère à la montée des extrémismes, de droite comme de gauche, vers lesquels se tournent des citoyens idéologiquement et socialement « perdus ».

Les échecs de toutes les politiques destinées aux jeunes en difficulté ont en commun d'avoir oublié l'essentiel : la vie ne se résume pas à des choix de bien-être, elle est aussi affaire de choix d'identité. Quel sens donnons-nous à l'aventure

sociale ? Que faisons-nous ensemble et où allons-nous ensemble ? Comment prenons-nous en compte les besoins de sens et de « reconnaissance » des uns et des autres ? Toutes ces questions pourraient s'articuler autour d'un projet collectif dont chacun puisse se sentir non seulement solidaire mais aussi acteur. Nous sommes devenus un pays spectateur de son histoire et de celle du monde. Or la France a toujours eu l'ambition d'écrire l'histoire, de proposer au monde une voix et une voie originales. D'ailleurs, très peu de nations peuvent revendiquer avoir exercé un tel rôle de phare, presque messianique, pour les autres. Il est l'heure pour elle d'inventer une nouvelle perspective, de se lancer dans des « réformes ». Un peu moins de discours républicain « tarte à la crème » et de « tout sauf le FN » – discours qui ne prend plus, y compris dans les cités –, et un peu plus de République !

KARIM MAHMOUD-VINTAM

... *pessimiste*...

Le pessimisme est une caractéristique propre à la France, et cette réalité, indépendante des conjonctures socio-économiques qu'elle traverse, a une double racine historique. Au contraire des autres pays européens, la France cultive un goût très prononcé pour la révolution et l'alternative radicale. Certes, l'exercice du pouvoir par la gauche l'a peu à peu endormi, mais, même sous-jacent, il demeure encore réel. D'autre part, la France a en commun avec les États-Unis une extraordinaire culture universaliste. Mais ce qui la distingue de son homologue d'outre-Atlantique, c'est qu'elle n'a plus les moyens de la faire rayonner ni de la positionner dans le concert mondial. Elle est devenue une puissance moyenne, et sur nombre de plans – linguistique, diplomatique, économique – est en net recul sur la scène internationale. Ce constat, chaque Français l'établit. Et chaque Français est engagé malgré lui dans ce double travail de deuil qui contribue à nourrir son pessimisme.

PASCAL PERRINEAU